

**La réalisation de l'idéal de liberté, égalité et fraternité  
par la Dreigliederung sociale  
Berlin, 15 septembre 1919**

Il n'est effectivement pas douteux que par la catastrophe de la guerre mondiale et tout ce qui s'y rattache de façon épouvantable, la question sociale a pris un nouveau visage pour l'humanité présente. Il est vrai que de nombreux milieux sont bien loin de remarquer dans une mesure suffisante et souhaitable ce changement de physionomie de la question sociale. Mais il est là bien présent et il se fera prévaloir de plus en plus.

Ces hommes qui appartenaient aux milieux régnants et aux cercles dirigeants jusqu'au sein de notre présent, se verront forcés, par la puissance des faits, de ne plus en rester vis-à-vis de la question sociale à l'élaboration d'idées et de mesures isolées, qui sont exigées par ce qui se joue justement dans l'un ou l'autre des secteurs professionnels, au sein de l'une ou de l'autre des formes associatives du prolétariat. Ces milieux se verront forcés à orienter d'une façon plus large leurs réflexions et l'orientation de leur vouloir sur le social, sur la question la plus importante dans la vie des hommes d'aujourd'hui et dans celle d'un proche avenir. Si, d'un côté, l'homme de la classe dirigeante, ne fait que comprendre son époque, en étant en situation, dans l'esprit qu'on vient d'indiquer, d'accepter dans tout son penser, sentir et vouloir, une nouvelle configuration de la question sociale, en revanche, d'un autre côté, pour les grandes masses du prolétariat, il sera nécessaire de provoquer une modification essentielle de leur attitude à l'égard de la question sociale. Au long d'un demi siècle, les plus larges masses du prolétariat ont appréhendé des idées sociales et socialistes. Nous avons vu — pour le moins en ce qui concerne ces hommes-là qui n'ont pas participé à la vie de ces dernières décennies en dormant — par quelles épreuves a passé la question sociale au sein des rangs du prolétariat. On a pu voir quelle forme elle avait prise à l'instant où éclata l'épouvantable catastrophe qu'on a appelée une « Guerre mondiale ». Ensuite, vint la fin provisoire de cette terrible catastrophe. Le prolétariat se vit dans une nouvelle situation. Il ne se vit plus, comme autrefois, simplement placé dans un ordre de la société, lequel, au moins pour l'Europe du Centre et de l'Est, était dominé par d'anciennes puissances gouvernantes. Ce prolétariat fut lui-même appelé dans une large mesure à travailler désormais à la reconfiguration de l'organisation sociale de l'humanité. Et c'est précisément vis-à-vis de ce fait, ce fait historique complètement nouveau, que nous éprouvons quelque chose de singulièrement tragique.

Les idées, auxquelles le prolétariat pendant des décennies s'est adonné, avec le plus pur de son sang, si l'on peut dire, se révèlent à présent incapables de produire, alors qu'elles devraient entrer dans leur réalisation ! Et maintenant nous venons d'éprouver une grande contradiction historique, à la vérité même un conflit historique. Nous avons fait l'expérience de la manière dont les faits eux-mêmes, les faits de l'histoire universelle, qui se déroulaient tout autour de nous, pouvaient devenir de grands maîtres d'école de l'humanité. Nous venons d'éprouver comment les faits, d'une part, indiquèrent que les milieux gouvernants et dirigeants, jusqu'alors, dans le cours de ces trois cents ou quatre cents dernières années, n'avaient développé aucune idée, qui pût être ou pouvait être déterminante pour ce qui, notamment dans les faits économiques — mais cela se jouait aussi dans d'autres faits de la vie humaine. Et l'on éprouva la chose remarquable que ceux qui, dans le monde des faits réels, avaient le pouvoir d'agir, s'étaient mis, au contraire pour cela, à laisser les faits se dérouler d'eux-mêmes. Les réflexions, les idées s'étaient relâchées, les mailles organisationnelles et structurelles de ces idées étant trop étriquées pour pouvoir encore englober et structurer les faits dans toute leur ampleur. Les faits de la vie commencèrent donc à dépasser les capacités intellectuelles des hommes. Cela se révélait, déjà depuis pas mal de temps, tout particulièrement dans la vie économique, où la concurrence sur le soi-disant « marché économique libre » n'avait plus laissé comme seul et unique impulsion que le « profit » et autre chose semblable, dans la régulation de l'économie, là où n'agissaient plus réellement les idées qui organisaient la vie économique uniquement partir des questions de production, de circulation et de consommation de biens, mais ce qui, au hasard du marché libre, pouvait constamment entrer en crises. Et celui qui le veut seulement peut voir, dernièrement du fait aussi que le mouvement social les avait amplifiés,

comment ces faits, qui dégringolaient ainsi les pentes du mouvement social sans rencontrer aucune réflexion adéquate, envahirent les grands États impériaux, en les submergeant dans leur dégringolade, sans que les hommes qui étaient en situation de pouvoir le faire par leurs idées, pussent maîtriser cette avalanche ou bien même tenter d'une façon ou d'une autre de faire quoi que ce soit pour la canaliser.

Ce sont précisément de telles choses sur lesquelles l'homme du présent devrait gravement réfléchir. Il devrait pouvoir amener devant son regard spirituel qu'il est nécessaire aujourd'hui de regarder plus profondément dans les mouvements humains, pour ainsi appréhender la question sociale autrement que cela arrive habituellement. La manière dont les idées sont devenues trop étriquées, eu égard à de tels faits tourneboulant, est devenue palpable. Mais les hommes *ne veulent pas* voir de tels faits. Dans le cours de ces trois ou quatre derniers siècles, ils se sont habitués de plus en plus à la routine des affaires, à la routine officielle pour « la pratique de la vie ». Ils se sont habitués à tenir pour un utopiste, ou bien même pour un idéaliste incompetent, celui qui voit plus loin et qui peut juger à partir d'un aperçu sur les choses. Pour illustrer ce que je viens de dire, je n'ai besoin que de partir d'une remarque apparemment personnelle. Mais cette remarque personnelle n'est pas pensée de manière personnelle. Car aujourd'hui, où la destinée de l'individu se trouve si étroitement empêtrée dans le destin général de l'humanité, seuls les faits loyalement pensés, qui sont observés pour eux-mêmes, peuvent agir d'une manière suffisamment illustrative pour caractériser ce que sont dans la vie publique les impulsions instigatrices.

Au printemps de l'année 1914, des mois avant l'éclatement de ce qu'on a appelé la Guerre mondiale, alors que j'avais donné une série de conférences à Vienne **(1)** sur des sujets de science spirituelle, je fus obligé, en réunion restreinte — aurais-je tenu les mêmes propos devant une réunion plus grande, on se serait naturellement moqué de moi — de présenter en la récapitulant la manière de voir qui devait résulter de l'évolution sociale dans son ensemble jusqu'aux circonstances d'alors. Je déclarai ainsi : pour celui qui considère avec des yeux lucides de l'âme ce qui se passe dans la vie publique au sein du monde civilisé, il se révèle qu'elle est traversée par une formation sociale cancéreuse, qu'elle est atteinte d'une grave maladie sociale, une sorte de carcinome social. Et cette maladie, qui est rampante au sein de notre vie économique, mais l'est aussi furtivement à l'intérieur de la totalité de notre vie sociale, devrait s'exprimer dans un proche avenir par une catastrophe épouvantable.

Eh bien !, qui était-on en ce printemps de 1914, quand on parlait ainsi d'une catastrophe imminente, décelable à partir des événements qui se jouaient, pour ainsi dire, sous la surface des choses ? On était une « idéaliste sans esprit pratique » — quand les gens ne voulaient pas dire par là que l'on était un idiot. Ce que je dus dire alors, détonnait, il est vrai à ce moment-là et même encore un peu plus tard, avec ce que disaient ces soi-disant « praticiens », ces praticiens responsables, qui étaient des *routiniers*, au lieu d'être praticiens, mais qui regardaient de haut et avec orgueil celui qui, à partir d'une quelconque connaissance des idées, tentait d'appréhender et de comprendre l'histoire en marche. Que disaient-ils alors ces praticiens sur l'époque ? L'un de ceux-là, qui était même ministre des affaires extérieures **(2)** d'un des États de l'Europe centrale, annonçait aux représentants éclairés de son peuple, peu après, que la décrispation générale de la situation politique accomplissait des progrès réjouissants, si bien que dans un avenir proche, on pouvait compter sur une situation de paix durable au sein des peuples européens. Il ajouta même que nos relations d'entente amicale avec Pétersbourg s'en trouvaient au mieux, car grâce aux efforts des gouvernements, le cabinet de Pétersbourg ne s'inquiétait plus des déclarations de la meute journalistiques et nos rapports amicaux avec Pétersbourg s'organiseraient à l'avenir telles qu'ils étaient alors. Et que nous espérions aussi faire déboucher nos négociations avec l'Angleterre sur ce même genre de conclusion, à savoir qu'avec l'Angleterre se présenteront sous les meilleurs hospices ces prochains jours déjà les meilleures relations possibles. — celui qui disait cela était un « praticien ». Mais ce que disait l'autre, ce n'était qu'une « théorie nébuleuse » !

C'est par d'innombrables exemples que l'on pourrait caractériser ces appréciations, ou pour mieux dire, ces « discernements » dans les faits du côté des praticiens, au commencement de cette période qui est devenue si épouvantable pour l'humanité. Il est effectivement très instructif, les faits parlent

nettement en effet, quand on voit que de tels praticiens parlaient de la paix — et les mois suivants cette même paix provoqua ainsi, en l'espace de quelques années, le phénomène inouï que les peuples civilisés s'employèrent à faire entre dix et douze millions de morts, calculés au plus juste, et trois fois autant d'invalides. Je ne veux pas citer cette chose pour faire sensation. Je dois la mentionner, parce qu'elle montre comment les idées des hommes sont devenues étriquées et ne suffisent plus pour maîtriser les faits. On ne verra ces événements sous un éclairage correct que lorsqu'on reconnaîtra dans les faits eux-mêmes le grand maître d'école dont nous avons besoin, pour en venir à la guérison de nos conditions sociales, pas pour penser de petits changements dans telles ou telles institutions, mais pour une grande révolution dans nos modes d'apprentissage et dans nos modes de penser, non pas pour s'en sortir par un petit règlement de compte mais par un grand règlement de compte avec ce qui est ancien, ce qui est moisi et pourri, et qui ne doit plus resurgir dans ce qui doit arriver à l'avenir.

Ce que l'on peut dire ainsi pour les grandes causes de l'humanité, on pourrait le dire aussi en détail pour la vie juridique et celle économique. On discourt partout d'une manière telle que les idées ne suffisent plus pour maîtriser les faits. C'est pourquoi on peut dire que les milieux dirigeants jusqu'à maintenant ont une pratique, mais il leur manque pour cette pratique les idées et réflexions indispensables à une pratique de la vie. Et ces milieux dirigeants font face à la grande masse du prolétariat. Depuis plus d'un demi siècle, celui-ci s'est coltiné, en s'y formant à la rude école, on peut le dire ainsi, des idées marxistes. Mais aujourd'hui, ce n'est peut-être pas correct d'aller voir de tous les côtés auprès des masses prolétaires elles-mêmes, afin de s'informer de la manière dont elles pensent. C'est relativement facile, voire même parfois vraiment, vraiment facile, de réfuter concrètement ce que pensent les masses prolétaires et leurs meneurs sur des questions économiques. Mais ce n'est pas cela qui importe. Ce qui importe, c'est le fait historique qu'au travers des âmes, au travers des cœurs des masses prolétaires, des dépôts se sont formés à partir de ces idées agissant intensément au point de former, pourrait-on déjà dire, une théorie prolétaire. Mais cette théorie, à présent, après que l'ancien s'était effondré, aurait vraiment pu mieux se vérifier elle-même qu'elle n'a elle-même répondu aux attentes de la pratique de vie, cette théorie révèle une caractéristique toute particulière, mais qui est intelligible. Car de la même façon que les choses se sont configurées, dans l'évolution sociale de l'humanité, sous l'influence de l'ordre économique capitaliste et de la nouvelle technique, le prolétariat fut de plus en plus attelé simplement à la vie économique ; mais attelé d'une manière telle que chaque individu de ce prolétariat avait à produire un travail très étroitement délimité. Ce travail, étroitement circonscrit, était au fond tout ce qu'il voyait de la vie économique qui devenait de plus en plus vaste. Fallait-il s'étonner que le prolétaire ressentît alors — en l'éprouvant dans la destinée de son corps et de son âme —, la manière dont la nouvelle vie économique évoluait sous l'influence de la technique et du capital, mais sans pouvoir, lui, dominer du regard les rouages et les mobiles qui agissaient dans cette vie économique ? Il était pour ainsi dire celui qui travaillait dans cette vie économique, mais par sa position sociale, il se trouvait empêché de regarder, d'une manière conforme à la réalité, dans l'ordonnement même de cette vie économique et dans la façon dont cette vie économique était gérée. Et il ne fut donc que trop concevable qu'à l'épreuve de tels faits réels quelque chose se fût édifié, dont les fruits existent là bien présents maintenant. Une théorie prolétarienne largement socialiste s'est donc formée à partir des motivations et exigences subconscientes ou instinctives du prolétariat, mais une théorie très, très éloignée, au fond, aussi bien de la vie économique que des autres faits sociaux réels, parce que, effectivement le prolétaire, ne pouvant pas avoir un regard dans les véritables rouages et motifs de l'économie et d'autres faits sociaux réels, le prolétaire dut accepter pour cette raison d'une manière unilatérale ce que le marxisme lui apportait. Et ainsi nous découvrons qu'au cours du dix-neuvième siècle des choses ont été profondément absorbées par l'âme de l'homme prolétaire, des choses qui au fond, pour l'essentiel, sont justifiées aussi profondément qu'il est possible, mais dans les faits ces choses sont complètement dépassées.

Je voudrais prendre un exemple. Quelle force a eu dans l'agitation qui s'est répandue dans le prolétariat, à partir des visions théoriques de ses meneurs, par exemple, cette parole : on ne doit plus produire à l'avenir pour produire. On ne doit produire que pour consommer ! — Certes, une parole

pertinente, une parole qui — ce qui ne peut pas être affirmé pour maints slogans du temps présent — est même « vraie », mais une parole qui devient une abstraction sans réalité, et qui s'échappe comme une anguille quand, avec un sens pratique, on se met à réfléchir à fond, en étant doté d'un discernement bien réaliste, sur les conditions économiques. Car ce qui importe en pratique, c'est comment fait-on les choses ? Vis-à-vis de la pratique, rien n'est fait, quand on soulève simplement l'exigence : on ne doit produire que pour consommer. C'est là quelque chose qui appelle dans l'âme la représentation de combien pourrait être belle la vie économique, si le profit n'y régnait plus, ah ! mais c'est une représentation qui n'a toujours en vue que la consommation. En effet, il n'y a rien dans cette phrase qui renvoie d'une quelconque manière au *comment* doit être organisée la structure de la vie économique pour que le sentiment qui s'exprime dans ces paroles, pût réellement prendre pied. Et ainsi en est-il avec beaucoup des paroles — nous en effleurerons encore toutes sortes d'autres —, qui descendent de profondes vérités parfois, mais qui sont devenues des slogans d'agitation et de parti du prolétariat. Ces paroles sont devenues des abstractions et elles font l'effet de renvois utopiques à un avenir indéterminé. Et celui qui a des intentions tout à fait honnêtes vis-à-vis du prolétariat, doit se dire : ainsi ce pauvre prolétariat, qui soulève aujourd'hui des exigences justifiées, vit dans de telles appréciations, dont il faut dire que ce sont certes des théories, mais des théories qui se trouvent bien éloignées des faits réels de la vie — parce que le prolétaire a été arraché hors de ces faits réels et placé en un endroit isolé d'où il ne voyait plus qu'un tout petit coin de la vie.

C'est la contradiction que j'ai voulu indiquer qui s'exprime, d'un côté, dans la conception des milieux dirigeants, qui ont l'empire sur les faits réels mais pas d'idées pour maîtriser ces faits, — et de l'autre côté, dans le prolétariat, qui s'est procuré des idées, mais qui, avec ces idées tout à fait abstraites, se cantonne loin des faits réels, au point de leur faire face en leur étant même étranger. Quand on caractérise ainsi, comme je viens de le faire au moyen de quelques paroles, on renvoie à des forces actives dans l'histoire et à des impulsions, qui au fond sont plus significatives que tout ce qui s'est accompli dans le cours historique de l'humanité. Des paroles comme celles qui émanent de la « pratique des milieux dirigeants dépourvus d'idées » et celles de la « théorie impraticable du prolétariat », on ne les ose correctement que lorsqu'on a un sentiment pour ce qui s'agit à grands flots, si épouvantablement vivants en s'entre-détruisant, dans les actuels courants d'évolution de l'humanité. Le fait concret qu'il existe une telle opposition entre la conception d'âme des milieux dirigeants et celle des milieux prolétaires, mène et a mené à ceci qu'aujourd'hui un gouffre profond se creuse entre tout ce qui relève du penser, du sentir, du vouloir et de la manière d'agir des milieux dirigeants et ce que sont les aspirations ardentes, désirs et impulsions volontaires du prolétariat. On ne comprend même pas correctement ce qui, à la vérité remue violemment dans les profondeurs du prolétariat, ce qui remonte du prolétariat en tant qu'exigences de l'époque et vient gronder à la surface ! Quand à partir des milieux prolétaires on fait retentir, à l'encontre de cela, la doctrine de la plus-value, ou celle qu'on vient d'indiquer, à savoir qu'il ne faut produire que pour consommer, celle encore du renversement de la propriété privée en propriété communautaire, on comprend très certainement la teneur de ces paroles en les prenant au pied de la lettre. Mais la teneur de ces aspirations et de ces points de vue prolétaires — qu'est-ce à la vérité ? Est-ce ce qui devrait donner l'occasion aux milieux dirigeants bourgeois de critiquer logiquement ces théories prolétaires quand elles ont été exprimées ? Il n'y rien de plus naïf actuellement que lorsque du côté prolétaire, la doctrine de la plus-value retentit et qu'ensuite un syndique quelconque, ou un directeur d'une société par actions, déclare de sa propre responsabilité que la plus-value, comptée à partir des billets de banque ou autre, est si faible, que, si l'on voulait la partager, il n'en resterait plus rien pour chacun. C'est ce qu'il y a de plus naïf que de se comporter ainsi, par exemple à l'encontre de la théorie de la plus-value. Car ce que ces messieurs produisent en « compte », et cela va tout à fait de soi, il n'y a rien à rétorquer à cela. Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Car quand on veut de cette façon « contrecarrer » ce qui est dit directement dans les termes des théories prolétaires, alors il en va comme si, en considérant un thermomètre placé dans une pièce, qui indique tel ou tel degré, ce nombre de degré ne convenant pas, l'on se mette à chauffer le thermomètre avec une petite flamme afin de faire remonter la température à sa convenance. Du fait que l'on se préoccupe ainsi à

corriger seulement le thermomètre, on ne se préoccupe pas du tout vraiment de ce qui est la cause de ce qu'on observe grâce au thermomètre. Aujourd'hui prendre à la lettre et contrecarrer ce que disent les théories prolétaires, c'est parfaitement naïf. Car les théories prolétaires ne sont rien de plus — voudrais-je parler en pédant je dirais — qu'un « exposant » de quelque chose qui repose beaucoup plus profondément que là où on le recherche maintenant. De la même façon qu'un thermomètre indique la température d'une pièce, mais ne la contrôle pas, ainsi les théories prolétaires sont quelque chose comme un instrument, aux indications duquel on reconnaît ce qui vit de cette façon dans la question sociale, présentement et dans un proche avenir. Et alors on en prend à ses aises bien trop commodément. Alors, on considère cette question simplement comme une question économique, car elle nous a fait face d'abord dans sa dimension économique, cette question, à partir des exigences de ce même prolétariat, qui était justement enserré dans la vie économique à l'époque du capitalisme privé et de la technique. Et l'on ne vit pas tout ce qui se dissimule à la vérité derrière toutes les conceptions qui se rapportent dans les théories prolétaires au capital, au travail et aux marchandises. Le prolétaire vit l'ensemble du domaine de la vie humaine dans le domaine économique. C'est pourquoi la question sociale se place pour lui dans une perspective économique. Celui qui a l'opportunité de faire sienne une perspective plus large, devrait voir combien les trois domaines de la vie, qui nous montrent trois des points essentiels de la question sociale, sont nettement à distinguer les uns des autres. Celui qui a appris à penser, pas seulement *sur* le prolétariat — peut-être n'a-t-il commencé à penser qu'après que la révolution est advenue d'ailleurs... —, celui qui a appris, au travers du destin de sa vie, non pas simplement à penser au-dessus du prolétariat et à le ressentir de la même façon, mais à penser et à ressentir *en compagnie de* ce même prolétariat, celui-là peut regarder profondément ce qui repose à la base des mots qui, en tant que mots de bon aloi circulent au travers des théories socialistes, ce qui vit dans les profondeurs de ce qu'il y a de mieux dans le prolétaire. Quels sont donc ces mots de bon aloi ?

Nous avons d'abord le mot-clef de plus-value, sur lequel j'ai déjà attiré l'attention. Il suffit simplement d'avoir fréquenté de nombreux prolétaires, d'homme à homme, pour avoir constaté combien ce terme de survaleur a rencontré un fort écho dans l'âme du prolétaire. Et c'est ce coup de foudre-là qui importe, pas d'ajouter foi aux théories. Celui qui, comme moi, dans ces années où des choses décisives se déroulaient au sein du mouvement social, a agi ici à Berlin, à l'école de formation des travailleurs (appelée ensuite Université libre, *ndt*) fondée par *Wilhelm Liebknecht* (3), le vieux Liebknecht, celui-là en sait un peu plus sur cette question qui vient d'être indiquée, bien plus à partir de la pratique de la vie que peut-être les chefs d'entreprises et pour préciser — comment dois-je donc m'exprimer afin de ne pas blesser ? On a dit à bon droit : il y eut des « profiteurs de guerre » et après la guerre des « profiteurs de révolution » ; pour moi cela c'est toujours présenté ainsi : il y eut des « forts en gueule de guerre » et après la guerre — des « forts en gueule de révolution » ! Mais ce que l'on comprenait derrière le terme de plus-value, c'était que l'on disait : « le prolétaire travaille avec efficacité, il réalise tels ou tels produits. L'entrepreneur, au contraire apporte ces produits sur le marché, et il donne au travailleur autant qu'il est nécessaire au travailleur pour qu'il puisse subsister, sinon il ne pourrait plus non plus travailler pour l'entrepreneur, — le reste c'est la survaleur. Certes, avec cette plus-value, on se comporte absolument, comme aujourd'hui par exemple *Walter Rathenau* (4) en parle — je ne veux rien dire sur cet homme très décrié —, mais pour ce qui est de la question sociale, il se situe parmi ceux qui se livrent aux plus grandes méprises. Il en est absolument ainsi que la plus-value, si l'on voulait la partager, n'apporterait aucune amélioration aux membres des grandes masses prolétaires. Mais au moyen d'opérations comptables, qui par exemple voltigent dans l'air autour de nous, on n'a point prise non plus sur les choses. On doit beaucoup plus saisir cette survaleur de la manière correcte, en rapport avec sa signification sociale. Car la plus-value, devrait-elle réellement exister aussi peu « correctement » que le pense, par exemple, Rathenau ? Non ! Car ensuite il n'y aurait plus aucun théâtre, plus d'université, plus de lycée, rien de tout ce qu'on appelle la vie culturelle, ce qu'on appelle la vie spirituelle. Car tout cela est effectivement soutenu en grande partie par ce qu'on appelle la soi-disant plus-value. C'est pourquoi il ne s'agit absolument pas de la manière dont cette survaleur est mise en œuvre dans les marchandises et dans la circulation monétaire en superficie,

mais il s'agit que dans ce que l'on exprime par le terme de plus-value, s'exprime la totalité du rapport avec la vie de l'esprit des temps modernes avec les larges masses du peuple ne pouvant pas directement prendre part à cette vie de l'esprit.

Celui qui a enseigné des années parmi les travailleurs et s'est efforcé de leur présenter ce qui se frayait un passage, directement, à partir du sentiment humain partagé, ce qui était dit d'homme à homme, celui-là sait quel genre de caractère de formation de l'esprit l'on doit avoir, qui doit être généralement humainement partagée, et la manière dont cette formation de l'esprit se distingue de ce qui s'est édifié et formé progressivement au cours de ces trois ou quatre derniers siècles sous l'influence du capitalisme privé et de l'ordre économique technologique. Si je peux de nouveau parler personnellement — le personnel illustrant ce qui est général —, peut-être suis-je en droit d'affirmer : Je savais, lorsque je parlais devant les prolétaires, lors des cours hebdomadaires, que je m'exprimais alors de manière telle que résonnaient des cordes affines dans les âmes ; car ces hommes recevaient un savoir, une connaissance, avec lesquels ils pouvaient avancer, qu'ils pouvaient absorber. Mais vinrent aussi ces temps à partir desquels le prolétaire dut se mettre aussi à la mode, et participer à la « formation » — qui dans son esprit avait rapport au résultat de la culture dominante et dirigeante. Alors on devait conduire ces prolétaires dans les musées, on devait leur montrer ce qui provenait de la manière de ressentir des classes qui ressentaient en bourgeois. Oui, on savait alors — quand on était honnête, on savait cela, mais si on n'était pas honnête, on racontait toutes sortes de phrases sur la formation du peuple et autres — : on savait que tout cela ne proposait aucun pont entre la culture spirituelle et la formation de l'esprit des milieux dirigeants et gouvernants et ce qu'étaient l'aspiration spirituelle ardente et le besoin ardent d'esprit du prolétariat. Car l'art, la science, la religion, on ne peut les comprendre que s'ils naissent des milieux humains, avec lesquels on se situe sur le même terrain social, de sorte qu'avec eux on partage la même sensibilité sociale et les sentiments —, mais pas quand une rupture s'étend rapidement entre ceux qui doivent jouir de la formation et ceux qui *peuvent* réellement profiter de cette formation. On ressentait alors un profond mensonge culturel. Et aujourd'hui, il ne faut vraiment pas répandre une obscurité complaisante sur ces choses, au contraire, il faut aujourd'hui clairement les regarder en pleine lumière. On ressentait alors un mensonge culturel profond, qui consistait en ce que l'on mettait en place toutes sortes d'écoles populaires ou séminaires de formation, et que l'on voulait dispenser une formation aux gens qui ne pouvait leur parvenir par aucun pont. Alors, ensuite le prolétaire, qui se tenait là d'un côté de l'abîme, et contemplait au-delà, ce qui avait été produit en art, en mœurs, en religion, en science par les milieux dirigeants et dominants, et ne le comprenait pas, en arrivait à le tenir même pour quelque chose — tel un luxe — seyant seulement à ces milieux dirigeants et dominants. Alors le prolétariat voyait l'utilisation, la réalisation de la plus-value, attendu que l'on exprimait le terme de survaleur. Ce prolétariat ressentait quelque chose de tout différent que ce qu'on disait dans cette langue du thermomètre de la survaleur. Il sentait : c'est une vie de l'esprit, qui est engendrée par nos productions, par notre travail ; cela nous le produisons, mais nous en sommes exclus !

Ainsi doit voir l'affaire de la plus-value, quand elle n'est pas théorique — quand elle est vivante, et qu'on doit la considérer comment elle est en réalité dans la vie. Alors nous voyons aussi ce qu'est la question de fond de l'ensemble du problème social : alors nous voyons la partie spirituelle de la question sociale. Alors nous voyons la façon dont, dans le même temps, survenaient dans ces dernières trois cents au quatre cents ans la technique moderne, la science moderne, et en même temps la forme d'économie du capitalisme privé, une vie spirituelle prenait aussi naissance, une vie spirituelle qui, de plus en plus, ne devint que ce qui devait vivre dans les âmes de ces hommes qui étaient séparés par un abîme profond des grandes masses prolétaires, pour la formation desquelles ils se préoccupaient d'une manière toujours plus insuffisante, et de la formation desquelles ils s'isolaient. C'est pourquoi l'on regarde et l'on éprouve, le cœur saignant, la façon dont on se préoccupe, avec de bons sentiments et de la bonne volonté, dans ces milieux dirigeants et dominants, sur la manière d'être fraternels avec tous les hommes, de devoir aimer tous les hommes, sur la manière de s'entretenir au sujet de toutes les vertus chrétiennes, à proximité de la chaleur du poêle, fournie par ce charbon, qui doit être remonté des puits de mines dans lesquels, dans le même

temps, on fait travailler au fond des enfants de 9, 11 ou 13 ans, lesquels littéralement — pour le milieu du dix-neuvième siècle il en était littéralement ainsi ; par la suite, cela s'est amélioré, mais pas à l'instigation des milieux dirigeants et dominants, mais par les revendications du prolétariat — devaient descendre dans ces puits avant le lever du Soleil et ne pouvaient en remonter qu'après le coucher du Soleil, si bien que ces pauvres enfants ne voyaient jamais la lumière du Soleil pendant toute la semaine.

Aujourd'hui on croit que ces choses sont dites par provocation. Non ! Elles doivent être dites pour indiquer par cela combien la vie de l'esprit de ces derniers trois ou quatre siècles était isolée de la vie réelle des hommes. On a pu parler — de façon abstraite — de morale, de vertu, de religion, sans que la vie pratique et active fût d'une manière quelconque touchée par ces conversations sur la fraternité et l'amour du prochain, le christianisme et ainsi de suite. C'est donc cela qui se dresse devant nous comme une question de fond particulière du problème social, la question de l'esprit. Nous regardons là sur la totalité de la sphère de la vie spirituelle, en particulier de la vie de l'esprit en rapport avec les hommes du présent et du prochain avenir, qui se déroule dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement **(a)**. Voilà qu'on en est arrivé, au cours de ces trois ou quatre siècles, par la façon dont les territoires princiers se sont constitués en un seul état administratif national, à ce que la vie spirituelle, dans ses plus importantes composantes publiques, a été absorbée par l'ordonnancement étatique. Et aujourd'hui on est très fiers, du côté de la science, du côté de la vie de l'esprit surtout, d'avoir — certainement à bon droit — arraché à leur appartenance moyenâgeuse, à la religion et à la théologie, l'entité administrative de l'instruction et de l'éducation. On en est vraiment si fiers et on l'a toujours bien répété : au Moyen-Âge il en était ainsi que la vie de l'esprit, la vie scientifique se trouvaient à la traîne de la théologie, de l'Église. Assurément, on ne doit pas souhaité en revenir à ces époques ; nous ne voulons aucunement revenir en arrière, nous voulons aller de l'avant. Mais aujourd'hui, une nouvelle époque est de nouveau là. Aujourd'hui, on ne peut plus s'enorgueillir en attirant l'attention sur la façon dont au Moyen-âge, la vie spirituelle se trouvait à la remorque de l'Église. Aujourd'hui on doit attirer l'attention sur quelque chose d'autre. Prenons un exemple qui n'est pas très éloigné de nous, pour illustrer ce que nous avons à dire. Un savant très important, investigateur de la nature **(5)**, dont je fais grand cas — ces choses ne sont absolument pas dites dans le but de déprécier l'homme — qui était en même temps secrétaire de l'Académie des Sciences berlinoise, se mit un jour à évoquer comment se situait cette Académie par rapport à l'administration publique d'État. L'homme dit alors dans un discours bien disposé : les membres de cette Académie de savants considéraient comme un honneur tout particulier de constituer les troupes scientifiques coloniales des Hohenzollern. Ce n'est là qu'un exemple parmi, non pas des centaines, mais des milliers ou plus, que l'on pourrait citer, qui fait venir aux lèvres la question : qui est aujourd'hui à la place où, en ces anciennes époques du Moyen-Âge, la vie spirituelle se trouvait à la traîne de l'Église ? Qui traîne aujourd'hui derrière lui la vie spirituelle ? Ce n'était pas si mal qu'autrefois, lorsque dans un passé récent, des ordres de l'État comme cela devrait être vraiment, entraient en vigueur, par lesquels un redoutable régiment d'instruction publique pourrait se former, ce qui prouve suffisamment qu'ainsi cela apporterait bien la mort de toute culture. Vous ne devez pas seulement regarder dans le passé, mais avant tout regarder dans l'avenir et vous devez vous dire : Le temps est venu où la vie de l'esprit, en tant que composante autonome de l'organisme social, devra faire son entrée, où l'on doit la placer en auto-gestion. En parlant ainsi, on rencontre aujourd'hui d'innombrables préjugés. On sera même carrément considéré comme un homme attardé, quand on ne peut pas attirer l'attention sur la grande bénédiction qui repose à la base de l'étatisation de l'organisme d'enseignement et de l'éducation **(b)**. Mais le salut qui doit être recherché, ne sera trouvé d'abord que si, depuis l'enseignant des degrés les plus bas de l'école jusqu'aux enseignants des grades universitaires les plus élevés, la totalité de l'organisme d'enseignement et de formation, et la vie spirituelle qui en dépend, seront placées en état d'auto-gestion — et non pas laissés à la gestion de l'État ! Cela fait partie des grandes liquidations, auxquelles il faut procéder aujourd'hui.

Le cercle des hommes, qui a d'abord montré de la bienveillance à mon égard, lorsqu'il s'est agi d'incorporer l'impulsion du *Dreigliederung*, ce cercle est celui, duquel a surgi la première école

unitaire réellement libre (6), à présent aussi installée à Stuttgart. À l'usine Waldorf-Astoria, doit dans un premier temps être mise en place une école unitaire modèle, qui doit être organisée au plan pédagogique et didactique, sur un corpus de règles qui ne prend naissance que de rien d'autre que de la réalité et de la connaissance vraie de l'être humain en devenir. Ce que celui-ci n'est autre, entre la septième et la quinzième classe, à quelque classe ou à quelque endroit il se trouve. Mais on doit d'abord apprendre à la connaître cette réalité, si on veut enseigner et éduquer l'homme.

Comme je fus celui qui avait à tenir à Stuttgart le cours de préparation (7) pour l'ensemble des professeurs qui enseigneront dans cette école Waldorf, ainsi fus-je aussi celui entre les mains duquel parvinrent ces choses qu'aujourd'hui l'on accepte d'une manière qui va de soi. Mais on ne pressent absolument pas ce que cela implique d'accepter ces choses comme allant de soi ! Car à la vérité, elles ne sont élaborées, ces choses, que dans ces dernières décennies. Or, on se doit dans une telle occasion — puisque les choses, les objets de la pratique de la vie, doivent être en même temps des objets d'expérience de la vie — d'indiquer que ce qu'on dit, on ne le dit pas avec l'insouciance d'une vie de jeune homme, mais au contraire, on n'ose entreprendre de l'exprimer que lorsque, comme moi, on a presque achevé sa sixième décennie de vie. Alors on se rappelle, combien les programmes étaient encore succincts autrefois et combien ce qui doit être objet d'enseignement, était remplacé par des conférences, par des livres et expériences de ceux qui se tenaient dans une relation vivante avec l'éducation, et qui puisaient à l'esprit. Mais aujourd'hui, on n'a plus aucun programme succinct — aujourd'hui on a des manuels épais, dans lesquels ne se trouve plus seulement ce que l'on doit expliquer à telle ou telle autre année scolaire, mais dans lesquels on décrit *comment* les choses doivent être traitées. Ce qui devrait être l'objet d'un enseignement libre, cela doit devenir et est déjà devenu, la « feuille officielle ». Tant qu'on n'aura pas un sentiment net, suffisant, de ce que cela recèle d'antisocial, on ne sera pas mûr pour collaborer à un assainissement réelle de l'humanité. C'est pourquoi le premier point fondamental de la question sociale se trouve dans le rétablissement de la vie libre de l'esprit, indépendante de l'État. C'est la première à ériger des trois composantes autonomes configurant un organisme social triplement articulé. Quand aujourd'hui on prend fait et cause pour ces choses, quand on attire l'attention sur le bienfait qui résulterait du fait qu'à l'avenir personne d'autre, au sein de la composante spirituelle de l'organisme sociale, ne l'administrera que ceux qui prendront une part active dans cette vie spirituelle, alors pour ce qui est de l'enseignement, on se trouve très peu en affinité avec l'enseignement qui est donné dans l'État unitaire actuel. Toute la vie se trouvera comme dans une république modèle. Chacun ne sera plus formé selon les exigences d'un décret, d'un ordonnance, mais en puisant à l'esprit, ce qui est profitable à l'enseignement et à l'éducation. On n'aura plus simplement à se demander ce que sont les qualités requises de l'homme pour le socialisme dans sa treizième ou dix-septième années, mais bien : qu'est-ce qui repose dans l'essence de l'être humain, se fondant sur elle-même, afin qu'elle pût tendre, à partir de son être en devenir, à conserver libres ces forces à partir de la profondeur de son être, non pas celles qui y sommeillent en tant qu'êtres séducteurs ou briseurs de volonté, comme chez tant de gens aujourd'hui, mais qui s'y trouvent pour qu'il fasse mûrir son destin et qu'il puisse collaborer aux tâches qui sont les siennes dans la vie. Cela renvoie au premier membre du *Dreigliederung* de l'organisme sociale.

Quand on exprime ces idées, on doit à la vérité se contenter d'une question, d'une objection telle que celle que j'ai vécue dans une ville de l'Allemagne du Sud. À l'issue d'une conférence, un professeur d'université me rétorqua, dans une discussion, à peu près la chose suivante : nous les Allemands, à l'avenir nous serons un peuple pauvre. Vous voulez rendre autonome la vie de l'esprit. Le peuple pauvre ne pourra pas se payer la libre de l'esprit, car il n'aura pas d'argent. On devra donc puiser aux caisses de l'État, on devra encore subventionner l'enseignement public à partir des impôts, et comment sera-t-il encore autonome, cet enseignement, puisqu'il devra y avoir un droit de regard de l'État sur lui, car il sera toujours financé par lui ? — je ne pus répondre que cela me semblait très étrange, que le professeur crût que ce que l'on prend des caisses de l'État à partir de l'impôt, y pousse d'une manière quelconque, et que ceci ne sera pas non plus perçu à l'avenir sur le « pauvre peuple ». Cependant, ce que l'on rencontre le plus souvent c'est l'absence d'idée dans tous

les domaines. Doit être opposé à cela un penser réel, pratique, qui examine les faits de la vie. Un tel penser pourra aussi produire les programmes de vie pratiques qui sont à réaliser.

Et de la même façon que la vie de l'esprit, l'enseignement et l'éducation, doivent devenir autonomes, ainsi que d'un autre côté la vie économique. Il est très remarquable de voir comment dans les temps récents deux exigences sont remontées des profondeurs de la nature humaine : celles vers la démocratie et vers le socialisme. Or tous deux, démocratie et socialisme, se contredisent réciproquement. Avant la catastrophe de la Guerre mondiale, on a soudé ensemble ces deux impulsions contradictoires et même fondé un parti qui porte ces deux noms, la Démocratie sociale (*Sozialdemokratie*). Or c'est comme d'avoir du fer et du bois et de dire que c'est à peu près pareil. Tout deux, socialisme et démocratie, se contredisent ; pourtant tous deux sont de justes et honnêtes exigences des temps modernes. Mais à présent, la catastrophe de la Guerre mondiale est passée sur nous, elle a produit ses résultats et maintenant nous voyons la façon dont apparaît l'exigence sociale et elle ne veut rien savoir d'un parlement démocratique. La manière dont l'exigence sociale surgit de nouveau théoriquement, sans avoir aucun pressentiment de la manière dont les faits sont en vérité, par des slogans d'un genre tout à fait abstrait comme « conquête du pouvoir politique », « dictature du prolétariat » et autres du même genre, cela provient à la vérité des profondeurs d'une sensibilité socialiste, mais cela prouve qu'on en est arrivé à présent à ce que cette sensibilité socialiste contredise la sensibilité démocratique. L'avenir, qui doit tenir compte des réalités de la vie et pas des slogans, devra les reconnaître, en percevant comment, d'un côté, le sentiment socialiste a raison quand il ressent, pour ainsi dire, un peu d'hostilité de la part de la « démocratie », et de l'autre, le sentiment démocratique a raison quand il redoute la chose la plus épouvantable, dans ces paroles socialistes de « dictature du prolétariat ».

Comment se situent les faits concrets en vérité dans ce domaine ? Il nous suffit alors de considérer justement la vie économique en relation avec la vie étatique, de la même façon que nous venons de considérer la vie de l'esprit en relation avec la vie de l'État. Ce fut de nouveau le préjugé des hommes des temps modernes, et en particulier de ceux qui croyaient penser vraiment en progressistes, de penser que l'État devait de plus en plus devenir un gérant. Poste, télégraphe, chemins de fer et ainsi de suite, furent remis à la gestion de l'État et bientôt on voulut étendre sans cesse la gestion de l'État à d'autres domaines économiques. C'est une tendance ample et globale que je mentionne ici à présent en quelques mots, et malheureusement — parce que je suis réduit ici à développer ces choses dans une brève conférence — je serai donc exposé au danger que ce qui est ainsi exposé en paroles très concrètes, et pourraient être étayées par d'innombrables exemples tirés de l'histoire récente, fût contrefait en dilettantisme. Mais ce n'est absolument pas le cas. Mais ce qui ressemble à un préjugé des plus progressistes, cela le devient carrément, quand on prend d'abord le socialisme au sérieux, en le montrant sous son vrai visage. Et il se montrera sous sa vraie forme quand, en outre, une parole est prise au sérieux, une parole qu'a prononcée dans ses instants les plus lumineux *Friedrich Engels* dans son écrit (8), « L'évolution du Socialisme, de l'utopie à la science ». Il déclara à peu près : si l'on domine du regard la vie de l'État, comme elle s'est développée dans le temps présent, on découvre qu'elle englobe l'administration des secteurs de production, la direction de la circulation des marchandises. Mais en administrant, l'État a dans le même temps imposé son gouvernement aux hommes. Il fournit les lois, selon lesquelles ont à se comporter — soit dans leurs actions économiques soit à l'extérieur de celles-ci — ces hommes qui se trouvent dans la vie économique. La même instance régissait — et donnait les lois pour le comportement des hommes qui se trouvent dans la vie économique. Cela doit changer à l'avenir. Cela, Engels l'a tout à fait correctement reconnu. À l'avenir sur le terrain, sur lequel on administre, on ne gèrera plus les hommes, pensait Engels ; mais sur ce terrain, on pourra gérer ce qu'est la production et on ne pourra plus y diriger que la circulation des biens. C'était une vision correcte des choses — mais une demie vérité, ou même de fait un quart de vérité seulement. Car lorsque ce qui est réalisé en lois sur ce domaine économique qui coïncidait avec la vie de l'État, est retiré à la gestion administrative et à la direction administrative, cela doit recevoir sa propre place — et à vrai dire non pas une place, à partir de laquelle les hommes sont gérés de manière centralisatrice, mais une place où ils se gouvernent eux-mêmes en démocratie.

Cela veut dire : les deux impulsions, démocratie et socialisme indiquent que deux domaines séparés l'un de l'autre doivent encore coexister dans l'ensemble de l'organisme social, outre le membre spirituel autonome de l'organisme social, pour préciser ce qui reste de l'ancien État. C'est celui de l'administration de l'économie et celui du droit public ou bien, avec d'autres mots, de tout ce sur quoi tout homme est apte à exercer son jugement, quand il est devenu majeur. Car qu'est-ce qui repose dans l'exigence de la démocratie ? Il y repose le fait que l'humanité récente veut devenir historiquement mature et, conformément à cela, sur le libre terrain de l'État, sur le libre terrain du droit, gouverner ce en quoi tous les hommes sont égaux entre eux, sur quoi chacun peut décider indirectement ou directement — indirectement par représentation, directement par référendum quelconque — tout homme devenu majeur, égal à tout autre homme devenu majeur. Nous devons donc avoir à l'avenir un terrain juridique autonome, qui sera la continuation de l'ancien État de droit et de pouvoir, et qui deviendra alors seulement l'authentique État de droit. Jamais ne naîtra un authentique État de droit autrement qu'en lui seules ces affaires seront régies par des lois, sur lesquelles tout homme majeur est apte à exercer son jugement ; et à ces affaires appartient de nouveau quelque chose sur quoi le prolétariat a beaucoup parlé, ce pourquoi on doit reprendre ces termes comme le thermomètre social. Car de nouveau ici une parole de *Karl Marx* a rencontré un écho profond dans l'âme du prolétariat : il y a pas d'existence digne de l'être humain quand le travailleur sur le marché du travail doit vendre sa force de travail comme une marchandise (9). Car de la même façon qu'on paye une marchandise, on paye également la force de travail comme si elle avait la même valeur de marchandise, par un salaire, par le prix pour la marchandise « force de travail ».

C'était là une parole, qui n'est pas aussi significative dans l'évolution de l'humanité récente par son contenu concret, que par le coup de foudre par lequel elle a fait son entrée dans le prolétariat, ce coup de foudre dont les milieux dirigeants ne se font à la vérité aucune idée. Et en quoi l'ensemble en est-il touché ? De cela provient le fait que dans le circuit économique, à savoir dans la production de marchandises et de biens, dans la circulation et la consommation des biens, qui n'appartiennent qu'à la circulation économique, la régulation du travail se trouve agencée de manière chaotique et non pas organique, selon la mesure, le temps le caractère, etc., du travail. Et on n'introduira rien de sain dans ce domaine tant que l'on n'aura pas enlevé à ce circuit économique le caractère, la mesure et le temps du travail humain, que ce soit du travail spirituel ou du travail physique. Car la régulation de la force de travail n'appartient pas à la vie économique, dans laquelle celui qui est le plus économiquement puissant, a justement le pouvoir d'opprimer de la sorte le travail de l'économiquement faible. La régulation du travail d'homme à homme, ce qu'un homme travaille pour les autres, cela appartient, et est réglementé, au terrain du droit, là où tout homme majeur se trouve placé à égalité avec tout autre homme majeur. Combien ai-je à travailler pour les autres, là-dessus ne doivent pas en décider des hypothèses économiques, mais purement et uniquement ce qui relèvera du futur État de droit vers lequel doit évoluer l'état de pouvoir actuel.

Là aussi on rencontre de nouveau un paquet de préjugés, attendu que l'on exprime des choses semblables. C'est juste aujourd'hui, quand les gens disent : tant que l'ordre économique est donné par les circonstances du marché libre, il ira de soi que le travail dépendra de la production, et de la manière dont les marchandises sont payées. Mais celui qui pense que l'on doit en rester là, celui-là ne voit pas qu'au plan historique montent de tout autres exigences. Dans l'avenir on devra se dire : combien cela serait stupide si des hommes qui avaient à gérer un secteur d'exploitation se réunissaient et prenaient le livre du compte d'exploitation de l'année 1918 et disaient : nous avons produit tant et tant, alors cette année nous devons viser à produire autant. Or, on est à présent en septembre, nous avons donc besoin, pour atteindre cet objectif, encore de tant et tant de journées de pluie et tant et tant de journées de soleil et ainsi de suite. — On ne peut rien imposer aux conditions naturelles afin qu'elles fussent se conformer aux prix, mais l'inverse, les prix doivent dépendre des conditions de la nature. D'un côté, la vie économique est limitée par les conditions naturelles, de l'autre elle l'est par l'État de droit, là où le travail doit être réglementé. C'est à partir de fondements purement démocratiques que sera fixée la durée du travail que l'homme aura à assurer, et après les prix se détermineront — à savoir selon les conditions naturelles, de la même façon que sont

déterminés les prix aujourd'hui en agriculture par les conditions naturelles. Il ne s'agit pas que l'on pense à l'amélioration de petites institutions ; il s'agit que l'on repense à fond et que l'on réapprenne à fond. Ce n'est que sur le terrain communautaire autonome et démocratique, là où l'homme majeur se situe comme l'égal de l'autre homme majeur, que l'on peut juger de la force du travail et quand l'homme, en tant qu'homme libre, apporte dans la vie économique autonome ce travail, où l'on n'établit plus de contrats de travail, mais où l'on décide des contrats sur la production, ce n'est qu'alors que s'écartera ce qui engendre aujourd'hui depuis la vie économique le trouble et l'agitation. Cela doit être examiné à fond.

Dans la brièveté du temps qui m'est imparti ici, je ne peux qu'esquisser ces choses. Je tiendrais bien volontiers un cycle de conférences, mais cette fois cela ne va plus. Je dois encore attirer l'attention sur la manière dont se configure le troisième membre, en tant que vie économique, dans l'organisme social, et sur comment il doit le faire à l'avenir.

Dans cette vie de l'économie, il ne peut plus y avoir, comme jusqu'à présent, de gestion de capital, de gestion foncière et de gestion des moyens de production — cela est du reste de la gestion de capital —, et de gestion du travail, mais il doit purement et simplement y avoir gestion de la production de marchandises, de la circulation de marchandises et de la consommation de marchandises. Et la cellule originelle, pour ainsi dire, de cette vie économique, à savoir la formation du prix, qui ne doit être fondée que sur une compétence concrète et une habileté de spécialistes, comment cela devra-t-il s'accomplir ? Pas par le hasard du soi-disant marché libre, tel que c'était le cas jusqu'à présent dans les économies nationale et mondiale ! Ainsi doit-il se réaliser que sur le terrain d'associations participatives spécialisées, prennent naissance entre secteurs de production et secteurs associatifs-coopératifs de consommation, des accords de compétence, à la fois concrets et spécialisés et qu'ils soient réalisés d'une manière plus organique et rationnelle que ce qui se produit actuellement mais, dans un état de crise latente qui résulte du hasard du marché. À l'avenir, si la fixation de la forme et de la manière d'engager l'énergie du travail humain tombe sous la responsabilité de l'État de droit, on devra être productif au sein de la vie économique approximativement d'une manière telle que l'être humain pour tout ce qu'il accomplit en travaillant, reçoive autant de valeurs d'échange qui lui sont nécessaires pour couvrir ses besoins, jusqu'à la nouvelle production d'un même produit.

Bien que ce qu'on vient de dire sera exprimé grossièrement, en dilettante et superficiellement par l'exemple qui suit, la clarification, qu'il permettra néanmoins d'obtenir, suffira pour aujourd'hui : si je produis une paire de bottes, je dois être en situation, au moyen de la valeur fixée en accord mutuel, de pouvoir échanger autant de biens que j'utilise pour satisfaire mes besoins jusqu'à ce j'ai à produire de nouveau une paire de bottes. Et des institutions devront exister qui, au sein de la société, auront à régler les besoins pour les veuves, les orphelins, les invalides et les malades, pour l'éducation et autres. Qu'une telle régulation de la formation du prix, ce qui sera purement et uniquement la cause d'une socialisation économique, puisse avoir lieu, cela dépendra de la formation de corps associatifs-participatifs — qu'ils soient élus ou désignés à partir d'associations du secteur de production en lien avec les associations de consommateurs, (cela reste ouvert, *ndt*) — qui sont appelés, dans la réalité vivante de la vie à négocier les prix justes.

Cela ne peut survenir que si la totalité de la vie économique — à vrai dire non pas sous la forme d'un plan économique à la Moellendorff (10), mais dans une forme vivante — est ordonnée d'une manière telle que l'on veille, par exemple au point suivant : disons que tout article a tendance à devenir trop cher. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire qu'on en produit trop peu ; des travailleurs doivent donc être contractualisés au sein des secteurs de productions qui peuvent produire un tel article. Qu'au contraire un article devienne trop bon marché, alors il faut ralentir les usines qui le produisent et faire en sorte que les travailleurs qui s'y emploient soient redirigés par contrats ou autres réglementations vers d'autres secteurs. Quand on exprime ces choses de cette façon, les gens considèrent cela aujourd'hui comme très difficile. Mais celui qui laisse cela de côté parce que c'est compliqué, ou pour en rester à de petites améliorations des conditions sociales, celui-là devrait aussi savoir qu'il en restera bien aussi aux circonstances actuelles.

Cela vous montre la manière dont au travers d'associations qui se sont formées purement à partir des énergies économiques, cette vie économique doit se retrouver ramenée à elle-même. La manière dont la vie économique sur laquelle aujourd'hui l'État a étendu ses ailes (c) ne doit en fait être gérée qu'à partir de ses propres forces et certes, de manière telle que cette gestion préserve l'initiative des individus le plus possible. Cela ne peut se faire que par une gestion planifiée, et pas par l'institution d'une exploitation communautaire des moyens de production, mais seulement et uniquement au moyen d'associations participatives de libres secteurs de production et par des arrangements de ces associations participatives avec les associations coopératives des consommateurs.

C'est l'épouvantable erreur que de voir pousser à l'extrême cette étatisation, qui a été menée jusqu'à présent par les milieux dirigeant et gouvernant, au point que sur la totalité de la vie de l'État, en se servant des cadres de cette vie de l'État, des associations doivent s'étendre par lesquelles serait enterrée toute relation mutuelle d'une telle planification avec les forces économiques extérieures ; par contre de telles associations participatives, au sens du *Dreigliederung*, partent justement du principe de laisser la libre et pleine initiative aux acteurs de l'économie, de maintenir ouvert ce qui lie un corps économique fermé aux corps économiques qui lui sont extérieurs.

À la vérité, maintes choses sont vraiment à revoir autrement, par exemple quelque chose pour quoi je ne peux indiquer qu'une comparaison. La théorie socialiste exige la suppression de la propriété privée, comme on dit — pour le dire en paroles franches, avec lesquelles un expert ne peut rien comprendre — et de transfert du droit privé vers un droit communautaire. Mais cela ne signifie absolument rien. Ce que cela peut vouloir dire, je peux vous le dire de la manière suivante sous forme d'images. Aujourd'hui, à titre d'exemple, les hommes sont très fiers de leurs philosophes. Mais pour un domaine que les hommes pensent passablement justifié, du moins aussitôt qu'il s'agit d'une production spirituelle ; alors que sur le domaine matériel, il ne sont pas amenés à parler de façon aussi saine. Car comment pense-t-on sur la propriété intellectuelle ? On pense de manière que pour ce qui est d'acquérir spirituellement un bien, il faut d'abord exister. On ne peut pas bien dire : ce que je produis comme propriété spirituelle, cela doit être produit par l'économie générale ou bien par la gestion communautaire. On doit déjà laisser cela à l'individu. Car cela s'effectuera au mieux qu'existe l'individu avec ses capacités et ses talents, et pas quand il en est isolé ou empêché. Mais on pense encore socialement que l'héritage d'un bien spirituel, ne lui appartient plus trente ans après la mort de son créateur — le délai pourrait être encore bien raccourci — mais est désormais accessible à la communauté. Cela, on pense ça va de soi, parce qu'aujourd'hui, ce que les hommes ressentent spirituellement n'est pas apprécié comme quelque chose de particulier. Mais les gens ne font aucune tentative de souscrire à cela aussi quand on parle maintenant de propriété privée et que l'on dit que la propriété privée physique devrait être traitée de la même façon, à savoir qu'elle ne soit aussi longtemps en possession privée qu'aussi longtemps qu'on dispose d'un gestionnaire aux meilleures capacités de gestion, mais qu'ensuite elle dût revenir — non pas à cette communauté qui n'a pas de sens et qui produirait les corruptions et autres choses tout aussi épouvantables, mais aux mains d'autres gestionnaires ayant de nouveau de meilleures capacités pour la gérer et qui placeraient la chose au service de la communauté.

Là où l'on pense sans prévention, on voit déjà de telles choses. Nous avons entrepris de fonder une Université des sciences de l'esprit, au Goetheanum, à Dornach près de Bâle. Nous l'appelons « Goetheanum » depuis le moment où le monde devient « woodrowillsonnien », et qu'il devient indispensable que l'Allemand montre qu'il proposera fièrement une vie spirituelle devant le globe terrestre tout entier. Un Goetheanum, à l'étranger comme le représentant de la vie spirituelle allemande — cela autrement que fait le chauvinisme ! Mais c'est autre chose que je veux mettre en relief. Elle a été construite cette Université de science spirituelle et elle est à présent gérée par ces hommes qui ont les capacités de l'animer. À qui appartiendra-t-elle, quand ces hommes actuels ne seront plus parmi les vivants ? Elle ne passera en héritage à personne, mais elle passera à ceux qui, au mieux, pourront servir le bien de l'humanité. Elle n'appartient à vrai dire à personne.

Si l'on conçoit socialement la gestion, alors surgit déjà ce genre de choses qui doit naître pour que naisse à l'avenir quelque chose de sain. Je me suis plus étendu dans mes développements sur la circulation de la propriété privée dans mon ouvrage « Le point essentiel de la question sociale », où

j'ai montré comment l'organisme social doit être configuré dans l'autonomie de ses trois composantes agissant en tant que telles : dans l'organisation spirituelle avec l'autonomie de gestion à partir des fondements d'une libre vie de l'esprit, dans l'organisation politico-juridique de gestion démocratique, placée sur la cellule primordiale d'une individualité humaine majeure dans ses décisions, et une vie économique, qui doit simplement être placée sous le jugement des personnes compétentes et spécialisées, de leurs organisations professionnelles et de leurs associations participatives.

Cela semble si nouveau que depuis que je défends ces choses en Allemagne, l'on me soumit un jour l'objection suivante : tu divises donc l'État, qui doit être une unité, en trois parties. — Je ne pus que rétorquer que peu importe si je divise la haridelle en trois ou quatre parties, si j'affirme qu'elle doit correctement se tenir sur ses membres antérieurs et postérieurs de toute manière. Ou bien est-ce que quelqu'un affirmera qu'une monture n'est qu'une unité quand elle se tient sur un membre ? On n'affirmera aussi peu que la vie sociale, si elle doit être une unité, devra confluer en une unité abstraite. On ne doit plus se laisser hypnotiser à l'avenir par l'État unitaire abstrait ; on devra savoir qu'il doit être triplement réorganisé en trois composantes sur lesquelles il pourra se rétablir : dans un domaine spirituel libre en autogestion, dans une organisation du droit dotée d'une législation démocratique, dans une organisation économique dont la gestion repose purement dans les organisations professionnelles et associatives compétentes.

La moitié des idées grossières furent exprimées voici plus d'un siècle en Europe dans ces paroles qui retentirent en autant de demi-vérités : Liberté, Égalité, Fraternité, trois idéaux qui peuvent vraiment être assez profondément inscrits dans les cœurs et les âmes des hommes. Mais ils n'étaient certainement pas ni sots ni insensés ces hommes qui, au cours du dix-neuvième siècle, ont expliqué que ces trois idéaux à la vérité se contredisaient : que la liberté ne peut pas exister là où il doit y avoir l'égalité absolue. Ces objections étaient justes, mais uniquement pour la raison qu'elles ont paru à une époque où l'on était encore hypnotisé par le soi-disant État unitaire. Dans l'instant où l'on ne sera plus hypnotisé par lui, où l'on concevra la nécessaire *Dreigliederung* de l'organisme social, on parlera autrement.

Permettez que je récapitule dans une comparaison ce que j'aurais exposé bien volontiers encore plus longtemps. Je n'ai pu qu'indiquer et présenter par quelques traits, de manière schématique, ce que je voulais dire ; je sais que j'ai pu simplement indiquer ce qui ne peut être démêlé et examiné qu'à la suite d'un exposé plus détaillé. Mais pour conclure, je souhaiterais attirer l'attention sur la manière dont l'État unitaire faisait face aux hommes en les hypnotisant et la manière dont ceux-ci voulaient laisser cet État unitaire être dominé par les trois grands idéaux de Liberté, Égalité et Fraternité. On devra apprendre qu'il faudra qu'il en aille autrement. Actuellement les hommes sont habitués à considérer cet État unitaire à l'instar d'un dieu. Dans leur relation, leur comportement est déjà exactement celui de Faust vis-à-vis de Marguerite, une jeune fille de seize ans. On ressent alors des choses qui font l'effet des enseignements que Faust délivre à la jeune Marguerite, qui sont en effet adaptés à la jeune fille de seize ans qu'est Marguerite, et qui sont habituellement considérés par les philosophes comme des choses hautement philosophiques. C'est alors que Faust déclare (11) : « Celui qui englobe tout, celui qui administre tout, n'englobe-t-il pas et ne pourvoit-il pas à toi, à moi et à lui-même ? » Il en est presque ainsi vis-à-vis de l'État unitaire, que les hommes sont aussi hypnotisés par cette image d'un dieu unitaire et ils ne peuvent pas voir la manière dont cette formation unitaire doit être triplement reconfigurée pour le salut des hommes de l'avenir. Et maint chef d'entreprise se mettra absolument volontiers à parler à ses ouvriers à la manière du Faust s'adressant à Marguerite, en leur disant : « L'État, celui qui englobe tout, celui qui administre tout, n'englobe-t-il pas et ne pourvoit-il pas à toi, à moi et à lui-même ? — Il devrait ensuite très rapidement porter la main devant sa bouche pour ne pas prononcer trop fort le « moi-même » !

La nécessité du *Dreigliederung* de l'organisme social doit être comprise, tout particulièrement aussi dans les milieux prolétaires. On ne la comprendra que lorsqu'on saura : la *Dreigliederung* est nécessaire. Car à l'avenir l'appel à ces idéaux « Liberté, Égalité, Fraternité » ne doit carrément plus en rester aux contradictions que renferment réciproquement ces idéaux, mais devra régner à l'avenir

1. la Liberté dans la vie autonome de l'esprit, alors la Liberté sera justifiée ;
2. l'égalité entre tout

homme devenu majeur dans un État démocratique et 3. la fraternité dans une vie économique qui assure leur subsistance à tous les hommes. Dans l'instant où l'on appliquera ainsi ces trois idéaux à un organisme triplement configuré, alors ils ne viendront plus se contredire.

Puisse venir le temps, où l'on pourra caractériser les choses de la manière suivante: nous regardons avec douleurs, en Europe, ce qui est survenu par le Traité de Versailles. Nous ne le considérons d'abord comme le point de départ de beaucoup de malheurs, de désolations et de souffrances qui se trouvent au devant nous. Puisse cela s'accomplir de manière à ce que l'on puisse dire : tout ce qui nous est extérieur, on peut nous le prendre, car on peut toujours prendre ce qui est extérieur aux hommes. Mais sommes-nous en situation d'en remonter aux années où nous avons désavoué notre passé, au Goetheanisme de cette époque du tournant des dix-huitième et dix-neuvième siècles, alors que Lessing, Herder, Schiller, Goethe et d'autres agissaient pour un autre ressort — sommes-nous en mesure d'aller puiser en arrière, dans notre détresse et à partir de notre intériorité profonde, aux biens de la grande Europe du centre, alors dans la détresse du temps retentira à partir de cette Europe du Centre, dans la demi-vérité des idéaux « Liberté, Égalité, Fraternité », l'autre demi-vérité ; peut-être dans la dépendance extérieure — mais dans la liberté intérieure et l'indépendance pourraient ensuite retentir dans le monde depuis l'Europe du centre ces mots :

Liberté dans la vie de l'esprit,  
Égalité pour la vie juridique démocratique des hommes,  
Fraternité pour la vie économique !

Dans ces paroles, on peut récapituler tout ce qu'à l'instar d'un *signum*, l'on doit dire, ressentir et penser aujourd'hui, au sens d'une vaste appréhension de la question sociale dans sa totalité. Puissent vraiment de nombreux hommes saisir et concevoir ceci ; alors ce qui n'est justement qu'une question aujourd'hui, pourra entrer dans sa réalisation pratique demain !

#### Notes :

- (1) « une série de conférences à Vienne », voir à ce sujet la note 11 1<sup>ère</sup> conf.
- (2) « ministre des affaires extérieures », voir à ce sujet la note la note 12 1<sup>ère</sup> conf.
- (3) « Wilhelm Liebknecht », voir la note 7, 1<sup>ère</sup> conf.
- (4) « Walter Rathenau », 1867-1922 (assassiné par un extrémiste de droite), dirigeant économique, en 1922 Ministre des Affaires étrangères. « La nouvelle économie », Berlin 1918 ; « la nouvelle société », Berlin 1919 ; « Après le déluge. « Sempiternelle socialisation . Un mot sur la plus-value », Berlin 1919.
- (5) « très important, investigateur de la nature », voir à ce sujet la note 3, 1<sup>ère</sup> conf.
- (6) « la première école unitaire réellement libre », le 7 septembre 1919 fut ouverte à Stuttgart la première école Waldorf. Sa fondation par Rudolf Steiner réussit à l'initiative du Dr. h.c. Émile Moltk, 1876-1936, Directeur général de la fabrique de cigarette *Waldorf-Astoria* à Stuttgart.
- (7) « la cours de préparation », « Connaissances générales anthropologiques en tant que fondement de la pédagogie, GA 293, « Méthode et didactique en art de l'éducation », GA 294, « Art de l'éducation, discussions en séminaires et conférences sur le plan scolaire », GA 295.
- (8) « Friedrich Engels dans son écrit » : L'évolution du socialisme depuis l'utopie à la science, 6<sup>ème</sup> édition, Berlin 1919, P ;47 et suiv..
- (9) « sa force de travail comme une marchandise », voir Marx, « Le Capital », vol.I, deuxième section, chapitre 4, 3 : Achat et vente de la force de travail.
- (10) « pas sous la forme d'un plan économique à la Moellendorff », Richard von Moellendorff (1881-1937), professeur à l'école polytechnique de Hanovre, 1919 sous-secrétaire d'État au Ministère de l'économie du *Reich*, développa un plan d'une économie communautaire, qui fut cependant refusé par l'Assemblée nationale.
- (11) « C'est alors que Faust déclare » : Faust I, 3438 et suiv ..

#### Notes du traducteur

- (a) Ce qu'on appelait autrefois « l'instruction publique » en France, mais la langue de bois est passée par là... C'est là aussi une idée napoléonienne par excellence : Napoléon voulait disposer en effet d'un « corps enseignants » pour pouvoir, par son intermédiaire, agir sur les esprits. Cette situation s'est prolongée jusqu'à 1968, où fut définitivement discréditée toute tentative de ce genre.
- (b) Un exemple récent : Claude Allègre, ex-ministre de « l'éducation nationale », fut « vidé » de son poste ministériel, entre autres, pour avoir osé dire qu'il souhaitait « dégraisser le mammoth » en visant ainsi l'éléphantésque Ministère de l'Éducation nationale, toujours en place et plus inamovible que jamais.
- (c) L'État allemand avait alors comme symbole l'aigle, aux ailes effectivement largement ouvertes.